
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JUILLET – 30 SEPTEMBRE 2008)

137

AFRIQUE DU SUD

12, 21 et 23 septembre 2008. **Jacob Zuma**. Le procès de Jacob Zuma pour corruption s'ouvre devant le tribunal de Pietermaritzburg. Il est accusé d'avoir perçu en dix ans 782 pots-de-vin pour un total de plus de 4 millions de rands (350 000 €). Le procès est suspendu et ajourné au 12 septembre. Le tribunal accepte la requête en non-lieu de la défense. Il a désormais les mains libres pour conquérir la présidence en 2009. Mais, le 17 septembre, le procureur fait appel du non-lieu.

Malgré tout, ce non-lieu permet à Jacob Zuma de précipiter les choses en contraignant Thabo Mbeki, 66 ans, qui avait succédé le 16 juin 1999 à Nelson Mandela, à démissionner. Deux possibilités étaient envisageables. Soit une partie importante de l'African National Congress (ANC) se prononçait en faveur d'une démission, soit le président était démis par un vote des deux tiers des députés entraînant des élections anti-

cipées. Le comité exécutif de l'ANC se réunit le 19 septembre. Le président Mbeki est contraint à la démission le 21 septembre.

Cette démission est l'épilogue d'une crise commencée en 2005 opposant, au sein de l'ancien mouvement de libération qui dirige l'Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid, Thabo Mbeki à son vice-président Jacob Zuma qui avait été alors limogé. Soutenu par le parti communiste et la puissante centrale syndicale COSATU (Convention of South African Trade Unions), ce dernier a réussi en décembre 2007 à implanter ses partisans à tous les postes des instances dirigeantes de l'ANC et conquérir la tête du parti.

La vice-présidente Phumzile Mlambo-Ngcuka quitte aussi ses fonctions, ainsi que 10 ministres sur 29. Le Parlement élit un nouveau chef de l'État, ne pouvant élire Jacob Zuma car il n'est pas député.

L'ANC désigne le 22 septembre son vice-président, Kgalema Motlanthe,

* Université de Poitiers – UMR 6224 CECOJI.

proche de Jacob Zuma, ancien syndicaliste, 59 ans, emprisonné pendant dix ans avec Nelson Mandela, pour succéder à Thabo Mbeki jusqu'en avril 2009. Le 23 septembre, le Parlement décide que la démission de Thabo Mbeki sera effective le 25 septembre. Ce jour-là Kgalema Motlanthe est élu par l'Assemblée nationale par 269 voix sur 360. Le président Mbeki entend réagir, notamment en saisissant la Cour constitutionnelle.

ALLEMAGNE

138 7 septembre 2008. SPD. Le présidium du SPD se déroule de façon tendue à Potsdam, au bord du lac de Schwielowsee. Le président du parti, Kurt Beck, suite à une intrigue, est contraint à la démission et remplacé provisoirement par le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, 52 ans. Celui-ci présidera le parti jusqu'à un congrès extraordinaire le 18 octobre qui devrait élire celui qui a présidé le parti jusqu'en 2004, Franz Münterfering. Cela permet aux « schröderiens » de revenir en force

face à la gauche du parti. Le choix du chef de la diplomatie tient au fait qu'il est le favori des sondages pour le SPD. Il annonce qu'il sera candidat SPD à la chancellerie en 2009. Cependant Frank-Walter Steinmeier est contesté sur sa gauche pour son libéralisme, ce qui devrait lui valoir de fortes critiques de Die Linke.

28 septembre 2008. **Landtag de Bavière.** L'enjeu lors des élections au Landtag de Bavière est pour la CSU, alliée locale de la CDU, le maintien de la majorité absolue des suffrages qu'elle détient depuis 1962...

La CSU connaît une défaite historique. Non seulement elle perd pas moins de 17,3 % mais elle tombe au-dessous de la majorité absolue qu'elle recueillait régulièrement depuis 1962. Elle n'a plus que 92 élus, contre 124 en 2003, des 187 sièges et devra chercher des alliés. Le résultat du SPD n'est pas plus brillant puisque avec 18,6 % il recule d'un point et n'a que 39 députés.

Les déçus de la CSU se sont tournés vers les libéraux du FDP qui progres-

Élections au Landtag de Bavière

Inscrits 9 296 724
Votants 5 402 569 (58,1 %) (+1,0)

| <i>Partis</i> | <i>voix</i> | <i>%</i> | <i>sièges</i> |
|--------------------------------|-------------|--------------|---------------|
| CSU (Union chrétienne-sociale) | 1 460 463 | 43,4 (-17,3) | 92 (-32) |
| SPD (Sociaux-démocrates) | 1 971 030 | 18,6 (-1,0) | 39 (-2) |
| Verts | 998 084 | 9,4 (+1,7) | 19 (+4) |
| Électeurs libres (Fw) | 1 085 596 | 10,2 (+10,2) | 21 (+21) |
| FDP (Libéraux) | 846 067 | 8,0 (+5,4) | 16 (+16) |
| Die Linke (La Gauche) | 461 131 | 4,4 (+4,4) | |
| Autres | 641 243 | 6,0 | |

sent de 7,4 % et ont 16 députés, et surtout vers les « Électeurs libres » de Gabrielle Pauli, dissidente de la CsU qui recueillent 10,2 % et 21 sièges. Avec 9,4 %, les Verts ont 19 élus et Die Linke, avec 4,3 %, ne peut franchir la barre fatidique des 5 % qui permet d'avoir des députés.

C'est la fin de la symbiose entre la CsU et la Bavière gouvernée sans partage par ce parti depuis 1962 grâce à sa majorité absolue au Landtag. Depuis 1957, tous les ministres-présidents ont été CsU. La CsU sera probablement contrainte de faire alliance avec les libéraux.

Au sein des chrétiens-démocrates certains remettent en cause la grande coalition.

AUTRICHE

1^{er} juillet 2008. **Gouvernement.** Le gouvernement a été remanié après le départ du ministre de l'Intérieur, Günther Platter (ÖVP), 54 ans, à ce poste depuis le 11 janvier 2007, qui devient chef du gouvernement tyrolien. Il est remplacé par Maria Fekter (ÖVP), 52 ans. Par ailleurs, Doris Bures (SPÖ), ministre chargée des femmes, a quitté le gouvernement pour assumer le poste de secrétaire général du SPÖ. Elle est remplacée par Heidrun Sichavy.

7 juillet 2008. **Coalition.** Le vice-chancelier Wilhelm Molterer, chef du parti conservateur ÖVP, demande des élections anticipées accusant le chancelier social-démocrate Alfred Gusenbauer d'avoir abandonné la politique commune en matière européenne, le chancelier ayant annoncé, sans avoir consulté les cadres du parti, que dorénavant les futurs traités européens seraient soumis à référendum, ou tout au moins lorsque les traités concernent les intérêts de

l'Autriche. La reprise de cette revendication, qui était celle des populistes, par la gauche est inquiétante. En outre elle est exprimée dans une lettre ouverte au *Kronen Zeitung*, quotidien hostile à l'Union européenne, cosignée par le ministre des Infrastructures Werner Faymann qui doit remplacer le chancelier à la tête du SPÖ.

La coalition éclate et des élections anticipées sont convoquées pour le 28 septembre, deux ans avant la date prévue.

Le SPÖ, au plus bas dans les sondages, connaît des tensions. Le 16 juin, le ministre des Transports, Werner Faymann, a remplacé le chancelier Alfred Gusenbauer à la tête du parti.

Les conservateurs affichent plus de cohésion, mais les deux partis d'extrême droite et les Verts pourraient bénéficier de cette crise.

24 septembre 2008. **Référendum.** Le Parlement autrichien rejette le 24 septembre une révision constitutionnelle proposée par l'extrême droite avec le soutien des sociaux-démocrates, visant à rendre obligatoire le référendum pour tout nouveau traité qui apporterait un « changement fondamental » à l'Union européenne.

28 septembre 2008. **Élections législatives.** Pour la première fois les jeunes de 16 ans pourront voter à l'occasion des élections législatives anticipées. C'est le premier État européen à avoir adopté cette disposition, même si l'on vote à cet âge dans le canton de Glaris en Suisse et dans cinq Länder allemands (Basse-Saxe, Schleswig-Holstein, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Berlin, Saxe-Anhalt pour les élections locales), ainsi qu'au Brésil, à Cuba, au Nicaragua, à l'île de Man, Jersey et Guernesey...

L'extrême droite se trouve en situation

d'arbitre. Elle est pourtant divisée entre l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (Bzö), dirigée par Jörg Haider, *Landeshauptmann* (chef du gouvernement) de Carinthie, ancien leader du Parti libéral autrichien (FPÖ), fondée en 2005 suite à la scission du FPÖ et qui fait son retour à cette occasion sur la scène nationale, et le FPÖ, dirigé par Heinz-Christian Strache. Les sociaux-démocrates ont le soutien inattendu du quotidien nationaliste et populiste *Die Neue Kronen Zeitung*, quotidien lu par 43 % des Autrichiens. Il est vrai que Werner Faymann, nouveau leader du SPÖ, a emprunté les thèmes populistes dans sa campagne.

Les membres du Conseil national

sont élus au scrutin proportionnel, un seuil de 4 % étant exigé pour être représenté, excepté à Vienne et dans le Land du Vorarlberg où s'applique le scrutin majoritaire.

Les deux grandes forces politiques du pays, le Parti social-démocrate (SPÖ) et le Parti populaire (ÖVP), toutes deux membres de la coalition gouvernementale sortante dirigée par Alfred Gusenbauer (SPÖ), ont été sévèrement sanctionnées par les électeurs.

Si les sociaux-démocrates arrivent en tête avec 29,71 % des suffrages, bien qu'en recul de plus de 6 %, ils perdent 10 sièges par rapport aux élections du 1^{er} octobre 2005 (58 sièges). Ils sont suivis du Parti populaire conduit par

Élections législatives en Autriche

| | |
|--------------------|-------------------------|
| Inscrits | 6332921 |
| Votants | 4990947 (78,8 %) (+0,3) |
| Nuls | 103643 |
| Suffrages exprimés | 4887304 |

| <i>Partis</i> | <i>votants</i> | <i>%</i> | <i>sièges</i> |
|---|----------------|-------------|---------------|
| SPÖ (sociaux-démocrates) | 1 430 202 | 29,7 (-6,0) | 68 (-10) |
| ÖVP (parti populaire) | 1 269 655 | 25,6 (-8,3) | 66 (-16) |
| FPÖ (Populistes) | 857 028 | 18 (+7) | 34 (+13) |
| Bzö (populistes Haider) | 522 933 | 11,9 (+6,6) | 21 (+14) |
| Grüne (Verts) | 509 937 | 10,4 (-1) | 20 (-1) |
| LIF (Forum libéral) | 102 249 | 2,1 (+2,1) | |
| Fritz (Liste Fritz Dinkhauser) | 86 194 | 1,8 (+1,8) | |
| KPÖ (Parti communiste d'Autriche) | 37 362 | 0,8 (-0,2) | |
| RETTÖ (Initiative citoyenne, Sauvez l'Autriche) | 35 718 | 0,7 (+0,7) | |
| DC (Die Christen, les Citoyens) | 31 080 | 0,6 (+0,6) | |
| TRP (Tierrechtspartei, Parti droit des animaux) | 2 224 | 0,0 (+0,0) | |
| Linke (Tyrol) | 1 789 | 0,0 (+0,0) | |
| Linke (Gauche) | 349 | 0,0 (+0,0) | |
| KHK | 347 | 0,0 (+0,0) | |
| STARK | 237 | 0,0 (+0,0) | |

le ministre des Finances sortant Wilhelm Molterer qui obtient 25,61 % des voix et 50 sièges (-16). Le Parti social-démocrate réalise ses résultats les plus élevés dans le Burgenland (40,42 %) et à Vienne (35,78 %), le Parti populaire dépasse les 30 % dans le Vorarlberg (31,07 %), au Tyrol (30,87 %) et en Basse-Autriche (31,84 %).

Il s'agit du plus mauvais résultat des deux partis gouvernementaux depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'événement de ce scrutin est la forte poussée de l'extrême droite qui, malgré ses divisions, réussit à talonner les sociaux-démocrates si l'on additionne les voix recueillies par le FPÖ et le BzÖ de Jörg Haider. Le FPÖ, avec 18 % des suffrages, gagne plus de 7 points. Le parti populiste BzÖ de Jörg Haider, avec 11,9 % des voix, double son score de 2006. Le total des partis dépasse le score historique de 1999 lorsque le parti de Jörg Haider avait atteint 26,9 % des voix, à égalité avec les conservateurs. L'extrême droite redevient la troisième force politique du pays. Les Verts, avec 10 % des voix, sont en léger recul par rapport aux 11,5 % d'il y a deux ans.

BOLIVIE

8 mai et 10 août 2008. **Référendum.** Le Sénat vote un projet de loi visant à convoquer un référendum sur l'éventuelle révocation des mandats de chef de l'État, du vice-président de la République et des neuf préfets dont sept appartiennent à l'opposition. Le nombre de voix nécessaire doit dépasser le nombre des voix obtenu lors des élections de 2005, soit 53,5 %. Le référendum révocatoire a lieu le 10 août même si ce type de consultation n'est pas prévu par la Constitution. C'est un succès personnel pour le président Morales, au pouvoir depuis

le 22 janvier 2006, qui obtient 69 % des voix. Mais les principaux préfets opposants à Evo Morales sont également réélus. Cela ne résout donc en rien la crise politique et les manifestations se radicalisent dans les provinces sécessionnistes. Des affrontements font huit morts.

Le 19 août, cinq *prefectos* (gouverneurs régionaux) organisent une grève générale en raison de la création d'une pension annuelle pour les Boliviens de plus de 60 ans, dite « rente dignité », financée par l'impôt direct sur les hydrocarbures qui jusqu'à maintenant allait dans les caisses des régions. Ce mouvement est marqué par de violents incidents qui font dix-huit morts et ravivent les tensions ethniques en opposant les paysans pauvres des Andes d'origine indienne, partisans du président Morales, et la population métisse ou blanche de l'Est et du Sud où sont terres fertiles et hydrocarbures. Cette situation inquiète le Brésil et l'Argentine en ce qui concerne leur approvisionnement en gaz.

Le président Morales déclare l'état de siège dans la province de Pando le 12 septembre. Le gouverneur est arrêté le 16 septembre pour avoir violé l'état de siège et est accusé d'avoir recruté des hommes de main qui ont tué seize paysans le 11 septembre à Porvenir.

Cependant les gouverneurs des provinces sécessionnistes acceptent de reprendre le dialogue le 16 septembre. Celui-ci est reporté au 5 octobre.

CÔTE D'IVOIRE

Juillet 2008. **Journaliste.** Dans l'affaire Guy-André Kieffer, le juge Patrick Ramaël décide le 10 juillet de convoquer comme témoin Simone Gbagbo, épouse du président ivoirien. Elle ne défère

pas à la convocation, ni Paul Antoine Bohoun Babré, ministre du Plan.

Le procureur de la République d'Abidjan annonce le 11 juillet avoir demandé l'inculpation de quatre Français « comme auteurs ou complices de l'enlèvement, de la séquestration ou de l'assassinat » du journaliste. Membres d'une société de consultants sur le cacao pour laquelle avait travaillé Guy-André Kieffer, ils auraient menacé celui-ci.

142 Juillet 2008. **Situation.** Le 29 juillet, le Conseil de sécurité approuve à l'unanimité une résolution de la France prolongeant de six mois le mandat des 8 000 casques bleus et des 1 800 soldats français de la force Licorne afin de sécuriser les élections.

Le président Gbagbo lance le 15 septembre, à Yamoussoukro, le processus d'identification permettant de réviser les listes électorales et de délivrer les cartes d'électeur.

29 septembre 2008. **Environnement.** Douze personnes comparaissent devant la cour d'assises d'Abidjan pour la mort de seize personnes et l'intoxication de cent mille personnes dans l'affaire du cargo *Probo Koala* dont les déchets toxiques ont été déversés sauvagement dans la lagune Ébrié, bien connue des spécialistes de droit administratif. Il semble, selon *Libération*, que l'État s'est adjugé la moitié des indemnités de l'affrètement. Ce dernier n'est pas présent car, en février 2007, la société Trafigura s'était engagée à verser 100 milliards de francs CFA en contrepartie de l'abandon de poursuites judiciaires.

ÉTATS-UNIS

Juillet-septembre 2008. **Élection présidentielle.** Le 10 juillet, le pasteur Jesse

Jackson présente ses excuses à Barack Obama suite à des « propos grossiers » enregistrés à son insu par une télévision.

Du 18 au 25 juillet, Barack Obama effectue une tournée en Europe. Il souhaitait tenir un meeting électoral devant la porte de Brandebourg, ce à quoi s'est opposée la chancelière Angela Merkel alors que le ministre SPD des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, y était favorable. Il prononce un discours à Berlin devant deux cent mille personnes.

À Paris, fin de sa tournée, il est reçu chaleureusement par le président Sarkozy pendant une heure, alors qu'en mars l'accueil réservé à John McCain avait été plus sobre.

Août 2008. **Convention nationale démocrate à Denver.** Cette convention réunit 4 322 délégués au centre de congrès Pepsi. Deux jours avant, Barack Obama révèle le choix de son colistier pour le poste de vice-président. Il s'agit du sénateur du Delaware Joseph Biden, 65 ans, catholique, président de la commission des affaires étrangères, parlementaire chevronné siégeant depuis 1972. Il s'était rapidement retiré des primaires démocrates. Le choix de Barack Obama apparaît judicieux.

Le 25 août, le discours du sénateur Edward Kennedy est un grand moment d'émotion. L'épouse de Barack Obama prononce un discours qui était très attendu.

La police arrête à Denver trois hommes soupçonnés de vouloir commettre un attentat contre Barack Obama.

Le 26 août, dans un discours remarqué, Hillary Clinton apporte son soutien à Barack Obama. Le 27 août, Barack Obama est proclamé candidat du Parti démocrate après avoir été élu par

acclamations sur proposition d'Hillary Clinton, ce qui évite de manifester des divisions.

Septembre. **Convention républicaine à Minneapolis-Saint-Paul.** Au moment où s'achève la convention démocrate, John McCain annonce le choix de la candidate à la vice-présidence. C'est une surprise. Il propose la gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, 44 ans, représentante de l'aile conservatrice, considérée comme appartenant au christianisme « post-confessionnel ». Première femme gouverneure de cet État, elle a été aussi la plus jeune candidate à accéder à ce poste. Hostile à l'avortement, elle est favorable à des forages pétroliers dans la réserve arctique, membre de la National Rifle Association (NRA), mère d'un fils qui va être envoyé en Irak. En 1984, Walter Mondale, candidat démocrate, avait choisi une femme, Geraldine Ferraro.

Cette convention est perturbée par l'ouragan Gustav. Le président Bush et le vice-président Cheney annulent leurs discours prévus le premier jour. Il est vrai que cet ouragan rappelle fâcheusement l'inaction ou l'indifférence de George W. Bush lors de l'ouragan Katrina en 2005. L'annonce que la fille de la candidate à la vice-présidence, célibataire et âgée de 17 ans, est enceinte alors que sa mère prône l'abstinence sexuelle suscite quelques débats.

La convention désigne sans surprise le 3 septembre John McCain comme candidat avec Sarah Palin pour la vice-présidence. Le lendemain John McCain accepte la proposition. Il se présente comme le candidat du changement et moins à droite que sa colistière.

L'image de Sarah Palin se brouille car elle est soupçonnée d'avoir licencié abusivement le chef de la sécurité publique

d'Alaska pour des raisons privées et de nommer des proches au sein de son administration.

Le 24 septembre, en raison de la crise financière, John McCain annonce la suspension de sa campagne et demande un report du débat du 26 septembre. Les deux candidats ont publié un communiqué commun sur la crise.

Le 26 septembre, le premier débat entre les candidats démocrate et républicain a lieu malgré tout à Oxford (Mississippi). Il semble qu'aucun candidat n'ait réussi à prendre l'avantage même si un sondage Gallup estime que Barack Obama l'a emporté.

143

20 juin et 10 juillet 2008. **Écoutes téléphoniques.** Un compromis intervient à la Chambre des représentants sur les écoutes antiterroristes. L'opposition dénonçait l'immunité accordée aux sociétés de télécommunications ayant collaboré avec le gouvernement sans intervention d'un juge, suite aux événements du 11 septembre 2001.

La loi accorde l'immunité aux compagnies qui ont contribué ou contribuent aux écoutes sur instruction du gouvernement. Pour obtenir cette immunité, les autorités disposent désormais d'une semaine après le début d'une surveillance et non plus de soixante-douze heures.

15 juillet 2008. **Guantanamo.** La diffusion d'un enregistrement vidéo de l'interrogatoire d'Omar Khadr par ses avocats suscite un débat au Canada. Citoyen canadien, arrêté en 2002 en Afghanistan, accusé du meurtre d'un soldat américain, il avait reçu, à Guantanamo, des agents des services de renseignement canadiens qu'il croyait venus l'aider. Or ceux-ci l'avaient interrogé de façon humiliante sur Al-Qaïda

et sur sa foi. L'opposition canadienne demande le rapatriement du prisonnier au Canada.

16 juillet 2008. **CIJ.** La CIJ ordonne aux États-Unis de suspendre l'exécution de cinq ressortissants mexicains qu'ils ont condamnés à mort. Cependant le Texas estime que la décision de la CIJ ne s'impose pas à lui car la Cour suprême a estimé que même le président ne pouvait imposer aux États de respecter le droit international. Si le Texas procédait à des exécutions, cela placerait les autorités fédérales dans une situation scandaleuse sur le plan international.

144

Le 5 août, en visite à Mexico, le secrétaire général de l'ONU exige le respect de la décision de la CIJ de surseoir à l'exécution de José Ernesto Meddlin, condamné à mort pour viol et meurtre en 1993 au Texas, prévue ce même jour. Il est pourtant exécuté en violation du droit international.

Le 7 août, un Hondurien, Heliberto Chi, condamné pour un meurtre au cours d'un braquage, est exécuté après le rejet d'un recours de dernière minute par la Cour suprême où avait été invoqué un traité honduro-américain.

28 juillet 2008. **Peine de mort.** On pouvait espérer que la peine disparaîtrait au moins au niveau fédéral. Malheureusement il n'en est rien. Le 28 juillet, le président Bush autorise l'exécution d'un soldat condamné à la peine de mort il y a vingt ans (!) par une cour martiale de Fort Bragg en Caroline du Nord pour deux meurtres, une tentative de meurtre et trois viols. Les membres des forces armées condamnés à mort par une juridiction militaire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du président. Le dernier cas d'exécution remontait à 1961. En 1957, le président

Eisenhower avait autorisé l'exécution d'un homme condamné pour avoir violé et tenté de tuer une fillette en Autriche; le soldat John Bennett avait été pendu quatre ans après. Confronté au même problème, John Kennedy avait préféré commuer en 1962 la peine de mort prononcée contre un marin de la Navy en prison à perpétuité.

Juillet 2008. **Afro-Américains.** Les parlementaires américains présentent les premières excuses formelles pour «la fondamentale injustice, la cruauté, la brutalité et l'inhumanité» de l'esclavage et de la ségrégation raciale envers les Afro-Américains.

Juillet-septembre 2008. **Économie.** La crise grave qui affecte l'économie américaine, et notamment le secteur immobilier, conduit le président Bush à décider un plan de sauvetage. Les propriétaires dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts vont pouvoir les refinancer. L'administration du logement bénéficiera d'un fonds d'un maximum de 300 milliards de dollars. Les deux grands organismes privés de refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac sont placés le 7 septembre sous l'autorité d'une nouvelle structure publique. Ce sont les démocrates qui ont imposé ce plan approuvé par ailleurs par le FMI.

Mais l'administration Bush se refuse à intervenir dans le sauvetage de la banque Lehman Brothers, quatrième banque d'affaires américaine. Le 15 septembre, elle se place sous Chapter 11, loi américaine de protection sur les faillites. Le même jour, la banque Merrill Lynch est rachetée par Bank of America pour 50 milliards de dollars. Le 16 septembre, la FED et le gouvernement des États-Unis décident de sauver l'assureur AIG

menacé de faillite en échange de 79,9 % de son capital.

Le 19 septembre, George W. Bush et le secrétaire au Trésor Henry Paulson confirment qu'ils sont prêts à dépenser « des centaines de milliards de dollars du contribuable » pour aider les investisseurs (banques, assurances, etc.) à se débarrasser de leurs actifs « toxiques ».

Les marchés réagissent de façon très positive aux mesures américaines. Le plan de sauvetage se monte à 700 milliards de dollars... Il suscite des réserves de la part de certains parlementaires quant à sa mise en œuvre. Le 21 septembre, le Trésor précise son plan de rachat des actifs toxiques des banques à hauteur de 700 milliards de dollars.

Inhabituel, George W. Bush invite les deux candidats à la Maison-Blanche le 25 septembre pour discuter de son plan. Ceux-ci lancent un appel commun.

Le 26 septembre, le transfert, avec l'aide des autorités fédérales, à la banque JP Morgan Chase & Co pour 1,9 milliard de dollars des actifs de la caisse d'épargne Washington Mutual est la marque de la plus importante faillite jamais survenue dans le secteur bancaire.

Le 28 septembre, le plan de sauvetage semble faire l'objet d'un accord au Congrès. Pourtant c'est la stupeur le 29 septembre lorsque la Chambre des représentants refuse le plan Paulson par 228 voix contre 205 favorables. La proximité des élections explique le comportement prudent des *congressmen* car l'opinion publique est hostile au plan.

Le 29 septembre, Citigroup prend le contrôle de Wachovia.

La crise touche à son tour l'Europe. La grande banque belgo-néerlandaise luxembourgeoise Fortis connaît de grandes difficultés et son directeur démissionne le 26 septembre, la banque ayant succombé aux subprimes. La banque est ren-

flouée le 28 pour 11,2 milliards d'euros par les autorités belges, néerlandaises et luxembourgeoises. L'inquiétude est également forte au Royaume-Uni où le 28 septembre la banque Bradford et Bingley est nationalisée.

L'État fédéral s'allie le 29 septembre à un consortium de banques allemandes pour aider la banque Hypo Real Estate. 35 milliards d'euros sont accordés en urgence.

Les députés belges veulent enquêter sur les responsabilités dans la situation de Fortis et de Dexia.

GRANDE-BRETAGNE

145

20-24 septembre 2008. **Parti travailliste.** Le congrès du Parti travailliste a lieu à Manchester dans un climat difficile pour Gordon Brown. La contestation est montée au sein du Labour. Le 13 septembre, Joan Ryan, vice-président du Labour, qui a appelé à une élection primaire pour la direction du parti, a été démise de ses fonctions. Siobhain McDonagh, adjointe du *whip*, chargée de faire respecter la discipline de vote auprès des élus travaillistes, a subi le même sort pour avoir émis la même idée. Deux autres membres du gouvernement ont eux démissionné, dont Barry Gardiner. La fronde n'a néanmoins pas atteint le cabinet. Le Premier ministre a voulu par ces manœuvres éviter un vote de confiance au congrès du labour. Face à une popularité au plus bas, Gordon Brown essaie de convaincre qu'il est le meilleur leader et de désamorcer la fronde au sein de son parti. Son discours lui a donné un « ballon d'oxygène » politique face aux rebelles de son parti même si l'annonce surprise le 24 septembre du départ prochain de Ruth Kelly a jeté une ombre au tableau. Cette dernière a pourtant

déclaré quitter le gouvernement non pour des raisons politiques mais strictement personnelles.

ISRAËL

22 septembre 2008. **Premier ministre.** Outre les soupçons de corruption s'ajoutent maintenant ceux d'escroquerie. Le 11 juillet, Ehoud Olmert est soupçonné d'avoir escroqué l'État israélien dans une affaire de billets d'avion.

Le 30 juillet, il annonce sa décision de renoncer au pouvoir.

146 Tzipi Livni, ministre des Affaires étrangères, avocate, mère de deux enfants, ancienne attachée du Mossad à Paris, jouissant d'une forte réputation d'intégrité, est candidate, ainsi que Shaoul Mofaz, 60 ans, ancien chef d'état-major et ancien ministre de la Défense, ministre des Transports, général, partisan de la manière forte. Les chances de Meir Sheerit, ministre de l'Intérieur, et d'Avi Dichter, ministre de la Sécurité intérieure, sont très réduites.

Le 8 septembre, la police recommande d'inculper le Premier ministre pour corruption.

Tzipi Livni est élue à la tête du parti Kadima et va donc devenir Premier ministre. Elle obtient avec 16 936 voix 43,1 % des suffrages, contre 16 505 (42 %) à Shaoul Mofaz. Il n'y a que 431 voix d'écart entre les deux candidats. Les deux autres candidats n'obtiennent que 8,5 % pour Meir Sheerit et 6,5 % pour Avi Dichter. La participation, avec 53,7 %, a sans doute gêné Tzipi Livni car elle partait largement favorite dans les sondages. C'est la première femme à occuper ce poste depuis Golda Meir. Sa grande difficulté sera de former un gouvernement avec des partis qui ont l'habitude de faire monter les enchères.

Le chef du Likoud, Benyamin Netanyahu, demande des élections anticipées.

Ehoud Olmert annonce sa démission le 21 septembre. Le lendemain, Tzipi Livni est officiellement chargée de former le gouvernement.

JAPON

24 septembre 2008. **Premier ministre.** Ayant déjà une très faible popularité, le Premier ministre Yasuo Fukuda affronte de nouvelles difficultés. Le 1^{er} août, il annonce un remaniement de son gouvernement alors que celui-ci est touché par un scandale relatif au ministère de la Défense. Naoki Akiyama, au cœur des réseaux entre monde politique et industries de la défense, est arrêté. L'affaire met en cause Yamada Corp., société jouant le rôle d'intermédiaire entre les entreprises de défense et le ministère. Déjà en novembre 2007 le vice-ministre de la défense Takemasa Moriya avait été arrêté pour avoir touché des pots-de-vin d'un ancien haut responsable de Tamada. Les noms de l'ancien ministre de la Défense, Fumio Kyuma, et du ministre des Finances, Fukushima Nukaga, sont cités.

Pour s'assurer du soutien de toutes les factions de son parti, il nomme son rival Taro Aso au poste de numéro deux du Parti libéral démocrate (PLD). C'est un bouleversement. Quatre ministres seulement conservent leur poste dont le ministre des Affaires étrangères Masahiko Koumura. Diverses personnalités reviennent dont l'ancien ministre de la Politique économique et fiscale, Kaoru Yosano, qui retrouve ce portefeuille. L'ex-secrétaire général du PLD, Bunmei Ibuki, devient ministre des Finances. Deux femmes très populaires sont nommées. Seiko Soda prend la tête de

l'Agence de protection des consommateurs et Kyoko Nakayama sera en charge du dossier des enlèvements de Japonais par des agents nord-coréens. Enfin, le ministère de la Défense, par lequel le scandale est arrivé, échoit à Yoshimasa Hayashi, 47 ans, ce qui est jeune au Japon. L'objectif est à la fois de mener à bien les réformes et de préparer les élections de 2009.

Le 1^{er} septembre, Yasuo Fukuda démissionne, estimant ne pas pouvoir mener les réformes promises en raison de l'effondrement de sa popularité. Le secrétaire général du Parti libéral démocrate, Taro Aso, 68 ans, petit-fils du Premier ministre au lendemain de la reddition du Japon, intransigeant à l'égard de Pékin et Séoul, appartenant à une famille catholique, se dit prêt, mais on évoque aussi la candidature d'une ancienne ministre de la Défense, Yuriko Koike, 56 ans, proche de l'ancien Premier ministre Koizumi et de ses positions néolibérales. Elle serait la première femme Premier ministre au Japon. Il y a trois autres candidats, ce qui est un record. Parmi ceux-ci, Kaoru Yosano, 60 ans, chrétien, favorable au déplacement des restes des criminels de guerre du sanctuaire Yasukuni, objet de tension avec la Chine et la Corée du Sud.

Le 22 septembre, Taro Francisco Aso, ancien ministre des Affaires étrangères, est désigné à une large majorité par le PLD par 351 voix sur 527. L'élection est faite par les parlementaires et les représentants des instances régionales. Le 24 septembre, Yasuo Fukuda formalise sa démission. La Chambre des représentants élit Taro Aso par 337 voix contre 117 à Ichiro Ozawa (Parti démocratique du Japon). La Chambre des conseillers accorde 125 voix à Ichiro Ozawa contre 108 à Taro Aso, mais c'est le vote des représentants qui s'impose.

Le cabinet comporte 17 membres parmi lesquels deux femmes dont Yuko Obuchi, 34 ans, ministre des Affaires sociales, fille d'un ancien Premier ministre.

La vie politique connaît un tournant. Junichiro Koizumi, 66 ans, ancien Premier ministre de 2001 à 2006, populiste, qui a engagé le Japon en Afghanistan et qui fréquentait régulièrement le sanctuaire Yasukuni, quitte la scène politique. La politique qu'il a menée est critiquée par Taro Aso.

MAURITANIE

147

6 août 2008. **Coup d'État.** La démocratie n'aura guère duré en Mauritanie.

Le président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallah, élu démocratiquement en mars 2007 lors du premier scrutin transparent et pluraliste après le coup d'État militaire du 3 août 2005, est renversé par un autre coup d'État militaire. Le président est arrêté ainsi que le Premier ministre Yahia Ould Ahmed Waghf par la garde présidentielle. Un haut Conseil d'État est formé, dirigé par le général Mohamed Ould Abdel Aziz. Il était chef d'état-major particulier du président et commandant de la garde présidentielle et venait d'être démis de ses fonctions par un décret du même jour.

Cette crise survient après une période de tension marquée par la démission le 4 août de 25 députés et 23 sénateurs qui critiquaient la dérive autoritaire et l'affairisme du président. Déjà les parlementaires avaient obtenu la démission du gouvernement et la mise en place d'une nouvelle équipe. Fin juillet, une cinquantaine de parlementaires avaient demandé la tenue d'une session extraordinaire demandant la création d'une commission d'enquête sur la gestion du

programme lancé en avril pour lutter contre la crise alimentaire.

Le 14 août, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf est nommé Premier ministre.

L'Union européenne suspend son aide financière et la France fait de même.

Le Premier ministre destitué est libéré le 11 août.

Le Conseil de sécurité condamne le coup d'État le 19 août.

Un gouvernement est mis en place le 1^{er} septembre sous la direction du diplomate Moulaye Ould Mohamed Laghdaf.

148 C'est le quatrième coup d'État depuis l'indépendance. En 1978, Moktar Ould Daddah, père de l'indépendance, avait été renversé. En 1984, c'est le président Mohamed Khouna Ould Haïdda qui l'avait été par le colonel Maaouiya Ould Taya. Enfin le 3 août 2005, celui-ci avait à son tour été renversé par un groupe d'officiers dirigé par le colonel Ely Ould Mohamed Vall, qui avait entamé un processus démocratique conduisant aux premières élections libres remportées par Sidi Ould Cheikh Abdallahi en avril 2007.

NÉPAL

19 et 21 juillet; 15 août 2008. **Président de la République.** Suite à l'abolition de la monarchie qui avait 239 ans d'âge, le Népal peine à élire un président de la République.

Il réussit à élire le 19 juillet un vice-président par 305 voix à Paramananda Jha, Forum Madhesi des droits du peuple, contre 243 à Shanta Shreshta, Parti communiste du Népal (maoïste).

Ce même jour, pour l'élection du président, Ram Baran Yadav, Congrès du Népal, obtient 283 voix contre 270 à Ram Raja Prasad Singh, Parti commu-

niste du Népal. La majorité nécessaire de 298 voix n'ayant pas été atteinte, un second tour a lieu le 21 juillet. Ram Baran Yadav est élu avec 308 voix contre 282 à son adversaire. Il prête serment le 23 juillet.

Suite à ce revers, le Parti communiste du Népal refuse de former un gouvernement. Pourtant, Pushpa Kamal Dahal, dit Prachanda, 53 ans, Parti communiste du Népal, dans la clandestinité pendant 25 ans dont 10 à mener la lutte armée dans les maquis et montagnes, est élu premier ministre par l'Assemblée constituante avec 464 voix contre 113 à Sher Bahadur Deuba, Congrès népalais. Il entre en fonction le 18 août. Il termine la formation de son gouvernement le 31 août. Le premier voyage du nouveau Premier ministre, à la différence de ses prédécesseurs, n'est pas pour l'Inde mais pour la Chine. Il ne vient à New Delhi que le 14 septembre. Un signe.

PAKISTAN

18 août 2008. **Président de la République.** La coalition gouvernementale, après cinq mois de tension entre le Parlement et le chef de l'État, amorce une procédure de destitution contre le président Pervez Musharraf, 65 ans, au pouvoir depuis le 20 juin 2001. Il est accusé de « mauvaise administration » et de « violation de la Constitution ».

Cette procédure s'inscrit dans un climat de violences. C'est ainsi que le 12 août un attentat fait 12 morts à Peshawar. Le lendemain, un attentat-suicide à Lahore fait au moins 8 morts. Un double attentat contre une usine d'armement près d'Islamabad fait 64 tués le 21 août. Il est attribué à Al-Qaïda.

Plutôt que de subir l'humiliation d'une destitution, le président Musharraf

préfère démissionner le 18 août. C'est le président du Sénat, Mohammadmian Soomro, 58 ans, qui assure l'intérim.

Dès le 23 août, Asif Ali Zardari, 53 ans, veuf de Benazir Bhutto assassinée le 27 décembre 2007, chef du Parti du peuple pakistanais (PPP), se porte candidat.

L'élection se déroule dans un climat très tendu. Le Premier ministre Yousuf Raza Gilani échappe à un attentat dans la banlieue d'Islamabad le 3 septembre 2008.

Asif Ali Zardari est élu. Il ne jouit pas d'une grande popularité, étant considéré comme un personnage corrompu. Il a passé onze années en prison, accusé de corruption (il est surnommé M. 10 %), extorsion de fonds et même de l'assassinat d'un des frères de son épouse. Il n'inspire que peu de confiance à Washington qui a pourtant lâché Pervez Musharraf. Il est élu par les députés et les membres des assemblées provin-

ciales. Il l'emporte avec plus de 70 % des voix par 481 voix contre 153 à Saeed Uz Zaman Siddiqui, soutenu par le parti de Nawaz Sharif qui a rompu la coalition avec le PPP, et 44 à Mushahid Hussain, proche de Pervez Musharraf. Il entre en fonction le 9 septembre.

ROUMANIE

9 juillet 2008. **Audiovisuel.** L'amendement à la loi roumaine sur l'audiovisuel contraignant les télévisions et les radios à diffuser à part égale des informations « positives » et « négatives » est déclaré non constitutionnel par la Cour constitutionnelle (décision n° 857).

SLOVÉNIE

21 septembre 2008. **Élections législatives.** Plus de mille candidats s'affron-

149

Élections législatives en Slovénie

| | |
|--------------------|-------------------------|
| Inscrits | 1 696 437 |
| Votants | 1 070 424 (63,1) (+2,6) |
| Nuls | 18 597 |
| Suffrages exprimés | 1 051 827 |

| <i>Partis</i> | <i>voix</i> | <i>%</i> | <i>sièges</i> |
|--|-------------|--------------|---------------|
| Sociaux-démocrates (SD) | 316 783 | 30,5 (+20,3) | 29 (+19) |
| Parti démocratique slovène (SDS) | 304 181 | 29,3 (+0,2) | 28 (-1) |
| Zares (Réalités) (social-libéral) | 97 554 | 9,4 (+9,4) | 9 (+9) |
| Parti démocratique des retraités de Slovénie (centriste) (DeSUS) | 77 612 | 7,5 (+3,5) | 7 (+3) |
| Parti national slovène (nationaliste) (SNS) | 56 601 | 5,5 (-0,8) | 5 (-1) |
| Parti populaire slovène (chrétien démocrate) (SLS) et Parti de la Jeunesse de Slovénie (Verts) (SMS) | 54 328 | 5,2 (-3,7) | 5 (-2) |
| Démocratie libérale de Slovénie (LDS) | 53 975 | 5,2 (-17,6) | 5 (-18) |
| Nouvelle Slovénie-Parti populaire chrétien (NSI) | 33 420 | 3,4 (-5,7) | 0 (-9) |
| Autres | | 4,2 (-5,4) | |
| Minorités | | | 2 (=) |

taient aux cinquièmes élections depuis l'indépendance de la Slovénie, dont un tiers de femmes, la loi électorale obligeant chaque liste à présenter un minimum de 25 % de candidates.

Le Parti social-démocrate (ex-communistes) conduit par l'ancien communiste Borut Pahor, 45 ans, remporte les élections législatives face au Parti démocratique slovène, centre droit du Premier ministre Janez Jansa. Il obtient 30,50 % des voix et 29 des 90 sièges contre 29,32 % et 28 sièges au parti au pouvoir. Zares-Nouvelle politique de Gregor Golobic obtient 9,4 % (9 élus), le Parti démocratique des retraités de Slovénie de Karl Erjavec, ministre sortant de la Défense, 7,45 % (7 élus), le Parti national slovène de Zmago Jelincic 5,46 % (5 élus), le Parti populaire slovène et Parti de la jeunesse de Slovénie 5,24 % (5 élus) et la Démocratie libérale de Slovénie de Katarina Kresal 5,19 % (5 élus). La participation a été de 62,3 %.

2 des 90 sièges de la Drzavni Zbor (Assemblée nationale) vont aux minorités italienne et hongroise.

Ces élections mettent ainsi fin à quatre ans de pouvoir du gouvernement de centre droit de Janez Jansa.

TURKMÉNISTAN

26 septembre 2008. **Constitution.** Une nouvelle Constitution, visant à « démocratiser » le système politique, autorisant le multipartisme et proclamant l'économie de marché, a été adoptée.

TURQUIE

30 juillet 2008. **AKP.** Accusé d'atteinte aux fondements laïques de la République turque, l'AKP, parti au pouvoir, risquait l'interdiction. Depuis 1960, plus de vingt partis ont ainsi été interdits. Mais c'est la première fois qu'un tel recours portait contre un parti au pouvoir qui a obtenu 47 % des suffrages en 2007.

Par 5 voix contre 4 la Cour constitutionnelle rejette la demande du procureur général qui demandait qu'il soit interdit à 71 personnes membres de l'AKP d'appartenir à un parti politique. La Cour décide de ne pas dissoudre le parti (il aurait fallu un accord de sept juges pour la dissolution). Elle choisit une voie moyenne en décidant de priver l'AKP d'une partie de son soutien financier.